

CIBLE

Décès

Enfin conscient de son effondrement intellectuel, le Parti socialiste organise des « forums de la rénovation ». Intention louable.

Résultat minable !

Le premier forum, consacré à la nation, était d'une médiocrité pas même remarquable. La deuxième rencontre était consacrée à l'économie de marché. Ce fut pire.

Avant le 15 décembre, les hiérarques socialistes éprouvaient encore un « malaise » quant aux « réalités du marché » - ce qui permettait d'espérer un sursaut. Maintenant, le malaise s'est dissipé et les penseurs de Solférino ont explicitement accepté *l'économie de marché* - formulation idéologique d'un Marché jamais défini.

Bien entendu, la soumission totale à l'idéologie dominante s'est accompagnée de slogans rassurants (« construire une économie de marché écologique et sociale ») et d'incantations ridicules : on déclare que l'économie française doit se doter « d'une stratégie offensive et d'un positionnement efficace » sans mettre en question le libre-échange et l'euro.

Les oligarques socialistes viennent de signer, une fois de plus, l'acte de décès d'un grand parti.

CIVILISATIONS

Le choc n'aura pas lieu

Otan

**La France
piégée**

p. 5

Code du travail

**Silence !
on casse**

p. 4

À propos de Nicolas Sarkozy

Concernant les articles consacrés à Nicolas Sarkozy, je voudrais un peu polémiquer avec la NAR.

Observateur depuis de nombreuses années des évolutions syndicales, politiques et depuis une trentaine d'années de la vie associative, je me méfie des analyses consacrées à un homme. Vieux réflexe marxiste peut-être, ce sont les masses qui font l'histoire par leur mouvement.

Comment aborder ce regard nécessaire sur notre société ?

L'homme *Politique*, celui qui agit sur un groupe constitué : syndicat, association, société, arrive aux fonctions dirigeantes grâce à sa pugnacité, et à des qualités de leader, ce que certains appellent le charisme. Il est remarquable d'observer dans un groupe comment les individus se répartissent naturellement, dans un mouvement incessant, en *meneurs* et en *menés*. Ensuite comment s'organisent les luttes de pouvoir entre prétendants au rôle de *chefs*. Cette lutte va déterminer la répartition des vassaux et leur hiérarchie dans le groupe, c'est la *divine soumission*. Tout ceci est banal. C'est un fait qu'il faut avoir à l'esprit pour éviter les envolées lyriques ou émotionnelles et se garder une distance envers les événements.

Ceci considéré, il faut, je pense, éviter deux écueils. Un cynisme désabusé, qui réduirait l'homme à une machine perfectionnée mais vide de la grandeur humaine. Ou bien d'un enthousiasme romantique et émotionnel, voué à des déceptions à répétition ou à l'intolérance militante, mère du *crime absolu*.

Après ce préambule simplifié, j'observe que celui, celle, qui a réussi à accéder aux postes dirigeants, n'a pu le faire que s'il démontre une faculté semblable à celle des grands artistes. Sentir, percevoir et exprimer par des symboles ce que la majorité du groupe ressent profondément, émotionnellement, avec un caractère de *nécessité vitale*, sans savoir l'exprimer rationnellement. Ensuite il ne pourra s'y maintenir que s'il produit des situations telles qu'elles concentrent les attentes majoritaires dans des faits concrets, mais aussi dans des symboles attendus.

Il me semble que monsieur Sarkozy répond incontestablement à cette définition.

Que faut-il donc en analyser, pour comprendre les mouvements profonds et lents qui façonnent notre société ?

Nous sommes un pays de longue histoire, où la vie sociale a accumulé de nombreux symboles de *Grandeur*. Trois guerres modernes (1870, 1914-18, 1939-45), deux *sa-les guerres* coloniales et leurs conséquences politiques, ont exacerbé les luttes de classes. Scissions en cascades de la gauche politique et syndicale, réponse utopique des dirigeants révolutionnaires, incapables de présenter un système viable. Ceci a profondément ébranlé la représentation d'une nation *au-dessus de la condition humaine* porteuse d'un message Universel. Le monde réel

marchait, depuis la dernière guerre mondiale, sans se préoccuper de nous. L'effondrement lent, mais inexorable des systèmes socialistes, dans le saisissement des intellectuels de gauche, incapables de penser un avenir, ont ébranlé l'assurance que les classes populaires avaient dans leur droit à revendiquer une autre organisation sociale.

Là-dessus, depuis des décennies, les socialistes de tous pays s'unissent pour promouvoir le libéralisme. Pas une théorie de l'économie, mais une soumission sans réflexion à une vision pseudo darwinienne et naïve, où les plus *malins* s'emparent des commandes, pour apporter le progrès à une foule ébahie, soumise aux experts de la pensée unique. Pour éviter les révoltes violentes, de triste mémoire, on a concédé aux *laissés pour compte* des *aides sociales* de bonne conscience. Ces couches populaires abandonnées forment une armée de misérables, intellectuellement inculte, sans conscience politique, sans représentation du bien public, des valeurs républicaines, sans diplôme, sans possibilité d'analyser leur propre situation. On ne sait plus quoi faire de ces gens de plus en plus nombreux, qui alimentent la *racaille* des banlieues. Pour calmer le jeu, on laisse lâchement le non droit s'installer, trafic en tout genre, rapine, violence de bandes rivales, etc.

Le drame de tout cela, c'est qu'il n'y a pas d'espoir. Pas de parti politique pour donner une vision citoyenne d'avenir, plus de structures religieuses pour nourrir la spiritualité, plus de syndicat pour organiser le partage des immenses richesses dont sont exclues des couches de plus en plus nombreuses.

Tout cela provient de la volonté de soumettre des sociétés indifférenciées, castrées de leur propre histoire, de leur propre culture, à une structure inconsistante, sur laquelle il n'y a pas de prise, éloignée des citoyens, définitivement fermée à l'expression démocratique. L'Europe !

Une Europe si lointaine des *gens*, ceux qui produisent, qui consomment des marchandises, des services et des loisirs. Cette Europe qui impose des structures et des règles incompréhensibles, dénuées de sym-

boliques fortes, incapable de proposer un grand élan magnifiquement humain.

Il est naturel que cette situation, dont l'origine remonte maintenant à quelques décennies, engendre une aspiration à saisir tout ce qui semble être un repère lorsqu'il passe à portée. Violence qui libère l'humiliation de ne pas pouvoir exprimer et utiliser ses talents, recours à des schémas simplistes, mais utilisables immédiatement, avec le peu de bagage intellectuel offert par la scolarité. C'est la montée de l'individualisme, de l'intolérance et des fondamentalismes.

Monsieur Sarkozy s'est proposé comme chef d'orchestre. Chacun, dans le système qu'il a décidé d'imposer comme solution aux maux de notre société, aura sa place. Certains seront solistes d'autres premiers violons, en fonction de son travail ou de ses talents. Il y aura une place pour chacun, dans un ensemble cohérent, même s'il est injuste. Pour cette nouvelle droite, qui a su attirer à elle les couches populaires excédées par la *langue de bois* et le laxisme des élites, le verbe est superbe et enthousiasmant... pour le moment ! Il se réfère aux valeurs oubliées, au travail, à la grandeur perdue, au destin.

Le drame est que si monsieur Sarkozy échoue, que va-t-il se passer, ensuite ? Tout le monde attend quelque chose, y compris des solutions contradictoires...

Je crois profondément que la réflexion et la critique doivent porter sur l'analyse des causes, fédérer des groupes aux intérêts contradictoires, proposer des solutions réalistes, renouer avec des systèmes de valeurs.

La critique de monsieur Sarkozy est sans grand intérêt et risque plus d'enfoncer notre pays dans un désespoir dangereux, sans pour autant permettre de construire un élan.

C'est le drame des intellectuels de gauche depuis trop longtemps, d'analyser et de critiquer mais sans savoir proposer et organiser. Le peuple, notion si abstraite qu'elle convient à tous les habillages, attend...

Raoul GAILLARD

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Tribune libre - p.3 : Une perte de substance - Bon sens peut mentir - p.4 : Revenus - Silence ! On casse - p.5 : Pachounistan et Baloutchistan - p.6/7 : Le choc n'aura pas lieu - p.8 : Traité de résistance ordinaire - p.9 : Une extraordinaire correspondance - p.10 : L'affaire Galilée - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Une Europe démocratique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Une perte de substance

Depuis longtemps, la hausse de l'euro n'est pas supportable pour l'industrie française mais cette monnaie continue de monter et la situation devient intolérable. Que font les responsables politiques français ?

Le 3 décembre, Louis Gallois, président exécutif d'EADS, a confirmé ce qu'il laissait entendre : la production d'Airbus sera pour partie délocalisée dans la zone dollar. Le motif est simple à comprendre : le coût de fabrication des avions est établi en euros surévalués, leur prix de vente est en dollars dévalués ; il faut donc fabriquer en dollars et vendre en dollars. Cette logique est d'autant plus implacable que le plan de redressement d'Airbus (Power 8) s'appuyait sur un euro à 1,35 - alors que cette monnaie tend vers 1,50 - montera probablement jusqu'à 1,70 et pourrait même atteindre 2 dollars si la monnaie américaine s'effondre comme le craignent de nombreux financiers.

Louis Gallois a donc annoncé qu'il n'avait pas d'autre choix que la délocalisation : « Nous allons être obligés de faire fabriquer des pièces d'avion, des portes, des éléments de fuselage, des éléments d'aile, à l'extérieur de l'Europe » et cette décision affectera également les sous-traitants et fournisseurs. Il a souligné que « la substance industrielle est en train de partir ». De fait, Dassault Aviation envisage également de délocaliser ainsi que de nombreuses entreprises relevant du secteur de l'industrie de luxe.

Que fait Christine Lagarde, qui est censée porter la responsabilité de l'industrie nationale ? Elle a reçu Louis

Gallois pour s'informer mais sans faire connaître, à l'heure où nous écrivons, ses opinions et décisions. Même silence sur les projets de Dassault et de Louis Vuitton... Quant à l'euro, Christine Lagarde a reconnu qu'une monnaie forte présentait de nombreux inconvénients tout en rappelant que la position de la France devant les institutions internationales (G 8, Eurogroupe, FMI) « a consisté à défendre l'euro et à s'assurer que les autres autorités monétaires fassent en sorte que leurs monnaies reflètent les fondamentaux de leur économie ». J'en conclus que Madame Lagarde est à la fois pour et contre l'euro fort.

Que fait François Fillon ? Le Premier ministre a déclaré que la délocalisation n'était pas la bonne solution mais sans indiquer ce qu'il convenait de faire tout en glorifiant la juste ligne du président Sarkozy : « Le chef de l'État n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme auprès de nos partenaires et des autorités monétaires. Nicolas Sarkozy en a parlé avec les présidents américain et chinois. Je souhaite que nous allions plus loin en le mettant au menu du G 8. La France n'est plus isolée sur le sujet de la parité euro-dollar. »

Mais comme Henri Guaino a par la suite déclaré qu'il n'était pas question de mettre en cause le statut de la Banque centrale européenne, il est permis de craindre qu'on se contentera de fortes paroles.

Annette DELRANCK

Bon sens peut mentir

Les propos de bon sens sont exaspérants car ils cachent souvent des mensonges difficiles à détruire sans longues explications. Mais sur le traité européen, Nicolas Sarkozy peut être immédiatement pris la main dans le sac à malices.

Lancés au cours d'une émission ou depuis une tribune, les propos de bon sens font toujours mouche. Nicolas Sarkozy excellait dans ces exercices rhétoriques ! On se souvient de la subtile dialectique qui lui permettait de se poser en champion de l'ordre et de la morale : *s'il y a en qui sont pour excuser les voyous, je ne peux pas les suivre sur ce terrain : ils doivent être mis en prison...*

Le temps d'expliquer qu'on n'approuve pas les voyous (dénégation suspecte) et de montrer que d'ordinaire les magistrats font scrupuleusement leur métier (ce qui amène la sempiternelle discussion sur le laxisme des juges), le bon sens avait produit son effet. Quelques mois plus tard, on s'aperçoit que certains ministres et certains conseillers ont ou pourraient avoir des problèmes avec la justice et constituent au sein de l'État une voyoucratie en col blanc... Hélas, le tour est joué.

Heureusement, l'argument de bon sens ne fonctionne pas à tous les coups. Nicolas Sarkozy a tenté cette entourage lors de la signature du traité de Lisbonne mais au lieu de convaincre il s'est livré à un formidable aveu.

Écoutons le supposé président : « à la minute où la France organiserait un référendum sur le traité simplifié, la Grande-Bretagne

en ferait autant. Et quelle est la chance qu'en Grande-Bretagne il y ait un oui ? ». Aucune, on s'en doute ! Puis Nicolas Sarkozy a déclaré que les partenaires de la France avaient accepté de renégocier le traité à condition que le peuple français ne soit pas consulté par référendum. Intéressante révélation qui prouve que l'oligarchie européenne opère dans le déni de démocratie.

Comme de coutume, Nicolas Sarkozy a conclu la main sur le cœur : « Je ne serai pas celui qui isolera la France de l'Europe et je ne serai pas celui qui portera un message de division en Europe » (...). « On a besoin de l'Europe (...) et ce n'est pas maintenant qu'on a remis l'Europe sur les rails qu'il faut aller s'amuser à les recasser ». Autrement dit, Nicolas Sarkozy ne veut pas organiser de référendum parce qu'il ne veut pas porter la responsabilité d'un échec certain. Il a même l'audace d'affirmer que les Français lui ont donné mandat de faire ratifier par voie parlementaire un texte qu'ils ne connaissaient pas et qui est une copie presque conforme du défunt « traité constitutionnel ».

Jusqu'au bout, militons pour le référendum (1).

Sylvie FERNOY

(1) Nous invitons nos lecteurs à signer l'appel du Comité national pour un référendum : <http://www.nousvoulonsunreferendum.eu>

Revenus

Silence ! On casse

La France est un pays très riche, mais la majorité des Français est pauvre ou en voie d'appauvrissement.

Dans une étude récente le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) montre que la situation des classes moyennes (60 % de la population) tend à se rapprocher des classes pauvres (20 % de la population) quant au chômage, au pouvoir d'achat, au logement et à la culture. Au contraire, les classes riches (20 %) se séparent de plus en plus du reste de la population dans tous les domaines.

Cette évolution négative s'observe depuis un quart de siècle, et la dégradation du niveau de vie a été particulièrement ressentie par les classes moyennes et pauvres depuis 1997.

Il est pertinent d'interpréter cette étude comme l'impitoyable sanction du libéralisme économique appliqué depuis 1983 par les gouvernements de droite et de gauche.

Il est permis d'en tirer comme conséquence qu'il faut inverser la logique inégalitaire par une politique des revenus favorable aux salariés appauvris.

Mais ce n'est pas l'avis du président de la BCE, Jean-Claude Trichet : « *l'excès de réglementation en matière salariale affecte la création d'emplois, notamment pour les travailleurs jeunes et peu qualifiés, ainsi que pour tous ceux qui peinent à entrer sur le marché du travail* ».

En clair, il souhaite qu'on renonce à fixer des salaires minimums : toujours plus d'inégalités, toujours moins de croissance. C'est suicidaire.

Jacques BLANGY

Ça partait d'une bonne intention : simplifier le Code du travail pour le rendre plus lisible, plus accessible et plus facilement utilisable.

Le nouveau texte qui devrait régir les relations entre salariés et entreprises dès mars 2008 et que viennent d'adopter les parlementaires apporte une nouvelle fois la preuve qu'il faut se méfier comme de la peste des bonnes intentions.

Lorsque, en 2005, Gérard Larcher, alors ministre du Travail, se lance dans l'opération de recodification du Code du travail, mesure-t-il les risques qu'il prend de voir les droits des salariés détricotés ? À moins - et ce n'est pas à exclure - qu'il n'ait reçu du président de la République et du Premier ministre de l'époque, la mission de déréglementer les relations entre employés et employeurs, comme le réclame le *Medef* depuis des décennies. Quoi qu'il en soit, c'est ce à quoi nous allons aboutir si le nouveau Code du travail est adopté par la représentation nationale. Pendant un an, de nombreux experts et des représentants des organisations syndicales et patronales, dont d'éminents juristes, ont été consultés, mais à aucun moment ils n'ont eu une vision d'ensemble de la réforme accaparée par de hauts fonctionnaires. Lorsqu'un projet de texte a vu le jour, ils ont dû le relire en un temps record, corrigeant certaines erreurs volontaires, comme la suppression de l'article sur le licenciement à l'amiable, arti-

cle qui gêne le *Medef*, mais en en laissant passer d'autres.

Le résultat est à la hauteur de la bêtise qui caractérise souvent la haute fonction publique française. Ce devait être une simplification ; le nouveau code est encore plus complexe que l'ancien, avec 1 890 subdivisions (au lieu de 271), 3 652 articles (contre 1 891) tous ont été affublés d'un numéro à quatre chiffres, faisant ainsi s'écrouler la jurisprudence. Et ce n'est pas tout : des articles clefs ont été abrogés, le fond théorique et la pratique du code ont été restructurés. Mais surtout, la recodification devait s'effectuer à droits constants : or, cinq cents articles qui figuraient dans la partie législative ont été purement et simplement déclassés dans la partie réglementaire, c'est-à-dire qu'ils pourront être modifiés par simple décret, sans passer devant le Parlement. Enfin, les parties réglementaires ne devant pas être prêtes avant le mois de mars prochain, les députés ont dû voter ce texte dans une version incomplète.

Quelques exemples de ce qui va changer. Jusqu'à présent, le travail dominical était limité à cinq dimanches par an ;

désormais, il sera subordonné aux besoins du public. Une modification qui ne va pas sans poser question : comment, en effet, évaluer les besoins du public ? Parfois les modifications semblent plus anodines, comme le remplacement des formules traduisant une obligation comme *doit* ou *est tenu de* au profit du simple verbe conjugué au présent de l'indicatif. Ainsi, la formule « *l'employeur doit consulter le comité d'entreprise* » est-elle remplacée par « *l'employeur consulte* », ce qui ne veut pas exactement dire la même chose. Plusieurs métiers, comme les ouvriers agricoles, les enseignants, les dockers, ont été sortis du Code du travail pour intégrer le Code des familles, de l'éducation, des affaires maritimes avec, au passage, une régression de leurs droits.

« *Il faudra des mois, voire des années pour que le nouveau Code du travail révèle tous ses secrets* », avoue le député U. M. P. Christophe Rédé, l'un de ses plus ardents défenseurs. Avec la suppression de plusieurs conseils de prud'homme, prévue par la réforme de la carte judiciaire, c'est la loi de la jungle qui risque de régir, bientôt, les relations entre employeurs et employés.

Nicolas PALUMBO

Ce journal vous a plu ?

Avez-vous pensé à le faire connaître autour de vous ou à y abonner un ami ?

Pachtounistan et Baloutchistan

La France est prisonnière de l'Otan et de son engagement dans la poursuite du grand jeu entre Asie Centrale et successeurs de l'Empire des Indes.

Le Pakistan *utile* est dominé par ses deux provinces orientales, le Punjab et le Sind, où se recrutent les partisans des partis politiques de Mme Benazir Bhutto ou de M. Nawaz Sharif. Mais le centre de gravité de ce pays repose sur ce que l'Empire des Indes qualifiait de *frontière du nord-ouest*. Islamabad assume pleinement l'héritage impérial, et notamment la ligne Durand qui depuis 1893 délimite la frontière avec l'Afghanistan, coupant en deux la population pachtoune. Le Pakistan, comme l'Inde britannique, ne peut se permettre un pouvoir fort sur sa frontière nord-ouest, qui aurait vocation à regrouper tous les Pachtous (1) et à s'assurer un débouché à la mer via un Baloutchistan ami.

Ce projet traditionnellement porté par les Russes transparaît derrière toute velléité d'indépendance de Kaboul. Il se peut même qu'il soit repris par les Américains pour boucler, de concert avec l'Inde, un Pakistan par trop imprévisible. Car, pour eux, le danger n'est pas tant en Afghanistan qu'au Pakistan. On a vu tout le mal que pouvait provoquer un Afghanistan *talibanisé*, mais ce n'est rien à côté de ce que serait un Pakistan *talibanisé*. Autant l'Afghanistan est pauvre, enclavé, tribalisé, retardataire, autant le Pakistan est peuplé, second pays musulman du monde, évolué, pleinement indien, ouvert sur le monde. Les taliban afghans ont protégé Al-Qaïda et lui ont servi de base d'entraînement, mais il s'agissait de groupes armés largement décentralisés. Le Pakistan, c'est une armée

entraînée et disciplinée, une force nucléaire, une capacité d'opération inégalée.

Le Pakistan sait ce qui le menace et ne se laissera pas faire. Il brave le monde extérieur, il méprise le discours sur les partis politiques et la démocratie qui n'a pas cours sur la frontière. Le jeu des relations de pouvoir est fondé sur la frontière, car là se situe la clef de l'unité ou de la scission du Pakistan. Le régime installé à Kaboul représente une menace par son existence même. S'il échappe à l'influence d'Islamabad, quelle que soit sa nature, taliban ou démocratique, il va mordre sur les régions pachtounes ou baloutches. Le Pakistan ne saurait tolérer un pouvoir fort à Kaboul, en majorité pachtoune, qui lui échappe.

Le régime Karzaï n'est pas populaire à Islamabad. Son centre de gravité se situe en effet à Kandahar, région d'origine des Karzaï, branche pachtoune, de l'autre côté de la capitale du Baloutchistan, Quetta. Les Français viennent d'y installer leur détachement aérien rapatrié de Douchanbé au Tadjikistan. Pourquoi vouloir quitter l'Asie centrale au moment où tout le monde s'y installe ? Le vide créé au centre est un appel à l'*Organisation de Coopération de Shanghai* (OCS) (2). L'Otan est placée devant un choix stratégique en Afghanistan par le fait d'avoir accepté, au nom de l'antiterrorisme, d'y conduire une opération, la seule hors d'Europe : agir ponctuellement sur une région qui abriterait le cerveau terroriste ou investir une partie stratégique du globe comme le suggérerait l'ex-con-

seiller à la sécurité du président Carter, Brzezinski ? S'il faut un parrain à l'Asie centrale, ne serait-ce pas au tour de la Chine de faire montre de sa puissance ou à nouveau à la Russie ?

Pourquoi avoir accepté le choix de l'Otan et être venus s'enterrer à Kandahar ? Passant du nord au sud, la France change d'orientation. Elle se rapproche de l'œil du cyclone, là où Pakistan et Afghanistan se rencontrent et s'excluent mutuellement. Est-ce pour asseoir définitivement le pouvoir de Karzaï ou pour négocier le passage du relais aux Pakistanais ? Taliban ou pas, c'est une question de frontière et d'ordre, pas d'idéologie ou de religion. Les membres de la *Coalition* qui interviennent en Afghanistan, et spécialement les États-Unis, tablent, pour une sortie *honorable*, sur la restauration d'une autorité légitime au Pakistan. Mais, comme en ex-Yougoslavie, l'Otan n'exclut pas l'apparition d'un Pachtounistan et d'un Baloutchistan indépendants nés d'une nouvelle partition de l'Afghanistan et du Pakistan. La réunion des Pachtounes et des Baloutches se fera par le Pakistan ou contre lui. Nous sommes à l'intérieur d'une *Coalition* dont nous ne connaissons pas l'agenda à supposer même qu'il y ait un pilote dans l'avion. Que faisons-nous dans cette galère ?

Yves LA MARCK

(1) Pachtous : groupe ethnique de langue iranienne qui habite dans le sud-est de l'Afghanistan et dans le nord-ouest du Pakistan. Ils sont également connus sous le nom de Pashtous ou Pashtouns, Pathans ou Pashtan (en ourdou) ou Afghans (en persan).

(2) L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) est une organisation régionale, créée à Shanghai en 2001, qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

BRÈVES

♦ **ARABIE SAOUDITE** – Dans le cadre de la réforme des lois de succession, décrétée il y a un an, le roi Abdallah a formé un comité, dit *Comité d'allégeance*, composé de trente-cinq princes de la dynastie Al-Saoud, avec son demi-frère le prince Mechaal ben Abdel Aziz comme président. Ce comité aura pour rôle de désigner, en dernier recours, le prince héritier au cas où la proposition initiale faite par le roi ne recevrait pas son accord. Cette mesure n'aura pas de conséquence immédiate puisqu'elle ne s'appliquera pas à l'actuel héritier désigné, Sultan ben Abdel Aziz, âgé de 79 ans.

♦ **LIBYE** – L'héritier du trône de Libye Mohammed el-Senoussi, 45 ans, qui vit en exil à Londres, est venu à Paris pendant la visite de Mouammar Kadhafi, accompagné d'une petite délégation pour tenter de faire entendre sa voix. « *Je me bats d'abord pour l'Histoire, pour faire respecter le nom ma famille. Si dans l'avenir les Libyens choisissent la monarchie, je suis là. S'ils font un autre choix, je le respecterai* ». Mohammed descend de Mohammed Ali el-Senoussi, fondateur en 1840, d'une confrérie politico-religieuse, la Senoussiya qui combattit pour l'indépendance. Le grand-oncle de Mohammed, Idriss I^{er}, monta sur le trône à l'indépendance, en 1951. En 1969, profitant d'un déplacement du roi à l'étranger un groupe d'officiers, d'inspiration nassériste dirigé par un certain capitaine Kadhafi renversa la monarchie.

♦ **AUTRICHE** – L'archiduc Carl Ludwig d'Autriche est décédé à l'âge de 89 ans. Il était l'un des fils des derniers souverains d'Autriche-Hongrie, Charles I^{er} et Zita. Réfugié au Québec, il fut, en 1943, chargé par le président Roosevelt de négocier secrètement une paix séparée avec la Hongrie, afin de créer un second front à l'est. Il participa ensuite au débarquement en Normandie où il fut nommé officier de liaison entre l'armée française et américaine. Sous les ordres du maréchal Leclerc qui lui confia le commandement des Spahis, il fit une percée dans la Forêt Noire et traversa les lignes allemandes.

♦ **BELGIQUE** – La nouvelle a fait l'effet d'une bombe dans le monde associatif belge : la princesse Astrid a décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat de présidente d'honneur de la Croix-Rouge déchirée par le conflit linguistique. Les tensions entre les ailes néerlandophone et francophone de l'institution ont rendu impossible le rôle de *médiatrice nationale* au-dessus de la mêlée qui était le sien. La princesse avait demandé aux deux vice-présidents (néerlandophone et francophone) quelles étaient les chances d'arriver encore à un accord sur la nouvelle structure de la Croix-Rouge d'ici la fin de l'année. De leurs réponses la Princesse a tiré ses conclusions... Un communiqué du Palais a précisé que « *la Princesse continuera à s'investir dans les nombreux projets et organisations qu'elle soutient déjà de longue date et sera à l'écoute des nouvelles initiatives d'autres associations qui s'engagent dans des objectifs humanitaires en Belgique et à l'étranger* ».

Le choc n'aura pas lieu

La thèse du « choc des civilisations » a rencontré un formidable écho et donne à Nicolas Sarkozy l'impression qu'il a une pensée sur le cours du monde. Youssef Courbage, démographe, et Emmanuel Todd, démographe et anthropologue, ont montré dans un ouvrage récent que la vision polémique de Samuel Huntington était fautive. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Emmanuel Todd montre que les sociétés marquées par l'islam ne sont pas essentiellement différentes des sociétés de tradition chrétienne et se modernisent à leur rythme - non sans violence. Un rendez-vous des civilisations est possible mais ce ne sera pas un dialogue angélique...

■ **Royaliste** : Ce livre est-il vraiment une œuvre commune ?

Emmanuel Todd : Oui ! Je n'aurais pas pu le faire seul et Youssef Courbage non plus. C'est un livre de militants : nous récusons la thèse du *choc des civilisations*. Cette idée est maintenant reprise par des gens qui n'ont pas lu Samuel Huntington mais je dois dire que son livre est une honte intellectuelle pour ceux qui s'intéressent à l'histoire des religions.

■ **Royaliste** : Pourquoi ?

Emmanuel Todd : On y trouve un étiquetage religieux mais il n'y a pas le minimum de connaissances théologiques nécessaires à la compréhension du sujet. Il n'empêche : la thèse du choc des civilisations a fait d'immenses dégâts. Une islamophobie simpliste s'est répandue et notamment en France chez des intellectuels que j'appelle *socio-théologues* et qui fonctionnent

comme des intégristes musulmans.

■ **Royaliste** : À ce point ?

Emmanuel Todd : C'est même pire ! Les intégristes musulmans pensent que tout ce qui est dans le Coran doit exister ; les socio-théologues pensent que tout ce qui est dans le Coran existe déjà. Pour eux, le Coran est la réalité du monde musulman. Pour un démographe et un anthropologue, ce point de vue relève de la plaisanterie : aucune population musulmane n'applique les règles d'héritage qui sont dans le Coran. Soit elles sont plus dures pour les femmes, qui n'ont pas leur demi-part, soit elles ne sont pas du tout appliquées comme en Indonésie et en Malaisie où le statut de la femme est très élevé.

L'idée fondamentale du *choc des civilisations*, c'est que nous sommes dans un monde segmenté, dans lequel l'islam représenterait le refus de la modernité. Il y aurait donc un

homo islamicus qui serait d'une essence particulière - que l'on tente de trouver en scrutant les textes religieux...

On ne peut pas être polémique quand on fait de la démographie : les indicateurs de fécondité priment de sens cette quête de l'*homo islamicus* qui vivrait en parfaite harmonie avec le Coran. Ces indicateurs vont de 7 enfants par femme en Afrique subsaharienne à 1,7 en Azerbaïdjan (c'est le niveau anglais), 2 en Iran et en Tunisie (niveau français et américain), autour de 2,5 pour le reste du Maghreb et en Asie centrale post-soviétique, 5 pour le Pakistan. Pour un démographe, le *monde musulman* n'existe pas.

■ **Royaliste** : Quelle est la thèse centrale de votre livre ?

Emmanuel Todd : Nous montrons que les pays islamiques connaissent, avec un certain retard, des phénomènes de modernisation. Les indicateurs démographiques que je viens de vous présenter de manière

succincte le prouvent dans l'ordre de l'intime : la sexualité, la procréation. Le *monde musulman* n'échappe pas aux mécanismes généraux de la transition démographique : la baisse de la mortalité entraîne une croissance explosive de la population à laquelle les peuples concernés finissent par répondre par un ajustement de leur fécondité. L'un des principaux facteurs permettant cette baisse de la fécondité, c'est l'élévation du taux d'alphabétisation des femmes. Mais nous montrons dans le livre que le taux d'alphabétisation des hommes joue aussi un rôle significatif, tout particulièrement dans le *monde musulman*.

Les pays plus ou moins marqués par l'islam ont démarré en retard mais le processus se déroule sur quelques décennies alors que la baisse générale du taux de fécondité a pris plusieurs siècles en Europe.

■ **Royaliste** : Évoquer un rendez-vous des civilisations, n'est-ce pas tomber dans la prophétie angélique ?

Emmanuel Todd : Non ! Nous ne nions pas l'existence du fondamentalisme musulman et nous soulignons la violence de la phase de transition entre les comportements traditionnels et la modernité. Cette violence s'est manifestée avec la révolution en Iran, par la guerre civile en Algérie, aujourd'hui par le terrorisme international.

Pourquoi ? Parce que la modernisation entraîne des perturbations profondes : dans une population qui s'alphabétise, il y a un moment où les fils savent lire alors que les pères ne savent pas, ce qui désorganise les rapports d'autorité. Dans une société qui commence à contrôler sa fécondité, les rapports entre hommes et femmes sont profondément remaniés. Cette désorientation de la société provoque des troubles violents qui se manifestent de diverses manières.

Autrement dit, nous ne décrivons pas la crise de transition comme un sympathique âge des Lumières : Durkheim avait bien montré que la modernisation de l'Europe s'était faite dans la violence et avait provoqué une montée impressionnante du taux de suicides. Aujourd'hui, on attribue à l'Islam la violence qui secoue divers pays musulmans mais dans quelques années on plaquera sur la violence de la phase de transition en Afrique subsaharienne une autre théorie explicative - qui n'aura pas de fondements plus sérieux que l'actuelle théorie dominante. Comme d'habitude - c'est déjà le cas pour la Côte d'Ivoire - on donnera une interprétation régressive. Je pense qu'on parlera de tribalisme et l'on confondra les troubles de la modernisation avec un phénomène de régression.

■ **Royaliste : Dès lors, que signifie ce rendez-vous des civilisations ?**

Emmanuel Todd : Ce n'est pas le dialogue sympa des civilisations et des religions ! Ce n'est pas l'idée d'un monde dans lequel chrétiens, musulmans et bouddhistes comprendraient le point de vue de chacun. Pour moi - Youssef Courbage est plus nuancé sur ce point - c'est un rendez-vous possible dans l'incroyance. Vous savez que le christianisme - *religion de la sortie de la religion* - peut produire une laïcité. De même qu'il y a eu déchristianisation en Europe, il faut envisager l'hypothèse d'une désislamisation. Elle est contredite par un certain retour à la pratique religieuse et par ce que nous en voyons - les femmes en noir avec des foulards - elle doit être nuancée mais les

données démographiques me font dire qu'il y a seulement apparence de réislamisation.

■ **Royaliste : Quelles sont vos raisons ?**

Emmanuel Todd : Vous savez que la France est le premier pays où la fécondité a baissé dès la fin du XVIII^e siècle. Les paysans du bassin parisien avaient alors un taux d'alphabétisation non négligeable (50 % à la veille de la Révolution française) mais les pays protestants de l'Europe du Nord - où la baisse de la fécondité n'a eu lieu qu'à la fin du XIX^e siècle - étaient beaucoup plus alphabétisés. Il a donc fallu une autre condition que j'avais mise en évidence dans mon livre sur *L'invention de l'Europe* : on observe dans le Bassin parisien, comme sur les deux tiers du territoire français, un effondrement du recrutement des prêtres entre 1730 et 1740 : pour que la fécondité baisse il a aussi fallu que la croyance religieuse catholique soit ébranlée. Le même phénomène se produit vers 1870 en Europe du Nord : le recrutement en pasteurs se tarit et il y a un effondrement simultané de la fécondité. Cette relation se vérifie en Russie et dans le Japon bouddhiste.

Il faut donc s'interroger sur le taux de fécondité de 2 enfants par femme en Tunisie et en Iran ou de 2,5 au Maroc, en Algérie et en Asie centrale post-soviétique. Dès lors, comment soutenir que l'homme musulman est d'une essence différente ? Nous pensons que toutes les grandes religions sont implicitement natalistes car elles donnent un sens à la vie ; c'est quand se produit la perte de sens que les populations commencent à contrôler leur fécondité. Ce que cache la violence du fondamentalisme musulman, ce n'est pas le renforcement de la croyance mais l'émergence du doute. C'est dans les populations qui doutent de l'existence de Dieu qu'on observe, sur les franges, des phénomènes de manifestation hystérique de la croyance. Mais si le Coran n'est pas la réalité du *monde musulman*, on est confronté à la diversité anthropologique et sociale de ce monde.



■ **Un certain retour à la pratique religieuse n'est pas significatif d'une réislamisation.**

■ **Royaliste : Par exemple ?**

Emmanuel Todd : Au centre, il y a deux grandes régions dans lesquelles les stéréotypes sur l'Islam sont vérifiés : statut de la femme très bas, tradition du mariage entre cousins. C'est le modèle familial arabe que l'on retrouve dans le Moyen Orient non arabe : Turquie, Iran, Pakistan, Afghanistan.

Nous étudions aussi deux autres zones périphériques : Asie centrale post-soviétique où la pratique de l'avortement est courante, l'Asie matrilocale (Indonésie, Malaisie) où le statut des femmes est très élevé.

■ **Royaliste : Qu'est-ce que la matrilocalité ?**

Emmanuel Todd : Ce terme s'applique aux règles de mariage. Dans les sociétés patrilocales, la règle est que les nouveaux couples s'agrègent à la famille du mari dans 95 % des cas. Quand une grande famille se constitue en Indonésie, les nouveaux couples s'agrègent à la famille de la femme dans les deux tiers des cas.

En gros, le *monde musulman* est d'autant plus avancé dans sa transition démographique qu'il est plus proche de l'Europe...

■ **Royaliste : On vous a accusé d'ethnocentrisme...**

Emmanuel Todd : Il ne faut pas confondre la modernisation et l'occidentalisation. Il est vrai que des phénomènes démographiques et anthropologiques se diffusent par contacts géographiques et politi-

ques (par exemple l'influence de la Russie soviétique en Asie centrale). Mais cela ne prouve pas la supériorité du pays qui diffuse ses manières de voir et de vivre. Les hommes sont les mêmes partout : si une innovation performante apparaît en un point quelconque, elle se diffusera spontanément.

Bien sûr, cette spontanéité n'est pas totale : les Bolcheviks ont alphabétisé systématiquement l'Asie centrale alors que les Français n'ont fait aucun effort sur ce point dans le Maghreb - qui est encore en retard. Mais la diffusion de notre modèle démographique s'est faite par les migrations, par l'usage de la langue française, etc.

Au Maroc, nous avons montré que l'influence française avait bouleversé la société marocaine et expliquait la chute de la fécondité suite à un développement rapide de l'alphabétisation. Cela signifie que les modèles de comportement ne se diffusent pas nécessairement par la volonté de l'État.

Somme toute, l'Islam fait très peur en Europe et aux États-Unis alors que les sociétés musulmanes sont progressivement gagnées par la modernité.

Propos recueillis par B. La Richardais

Youssef Courbage et Emmanuel Todd - « *Le rendez-vous des civilisations* » - Seuil, prix franco : 13 €.

Achat immédiat

Traité de résistance ordinaire

Le monstre, ce n'est pas toujours l'autre. Dans certaines conditions, il peut surgir en nous-mêmes. Faut-il désespérer de l'Homme ? Assurément non ! Mais il n'est pas facile d'allier chaque jour ses convictions essentielles et son courage personnel.

L'homme des Droits de l'homme est un personnage remarquablement heureux. Il est dans le camp du Bien, il peut même s'en aller au loin soigner les victimes et il excelle, à Paris, dans la dénonciation des monstres qui sont, par définition, retranchés de la commune humanité : nazis, policiers tortionnaires, miliciens génocidaires...

Pourtant, l'homme des Droits de l'homme n'est pas parfaitement heureux. Lui qui se croit tout à fait altruiste fait sans cesse l'objet des sarcasmes de *l'homme lucide* qui dénonce ses poses, ses calculs, son enrichissement matériel (droits d'auteurs) et symbolique. Voici la belle éthique du lecteur d'Emmanuel Lévinas révoquée par les cinglantes maximes du vieux La Rochefoucauld !

Ce serait à désespérer de tous et de tout si le sempiternel combat des égoïstes et des altruistes ne se déroulait pas dans la grisaille des idées toutes faites et des œuvres mal lues.

Soucieux de philosophie politique autant que de philosophie morale, auteur avec Édouard Husson d'une critique décisive des *Bienveillantes* (1), Michel Terestchenko nous invite à des lectures ou relectures nécessaires et jette un désordre salutaire dans le camp du Bien.

Il faut relire La Rochefoucauld : pour lui, l'homme

n'est pas rationnellement égoïste, l'amour-propre est un sentiment erratique qui porte au profit comme à la ruine, à l'extrême vitalité comme à la destruction de soi. Retenons que l'homme est un être excessivement fragile.

Il faut lire les théoriciens utilitaristes. Ah ! Bertrand de Mandeville, sa *Fable des abeilles*, ses vices privés qui font des vertus publiques ! Ah ! Jeremy Bentham, avec son bonhomme rationnel qui calcule au mieux ses intérêts et qui arrange si bien les idéologies ultra-libérales !

Michel Terestchenko montre que ces philosophies morales sont réfutables et ont été réfutées. À Mandeville, Francis Hutcheson oppose une forte doctrine du sens moral, qui existe en l'homme comme faculté essentielle. Et c'est un utilitariste, Henry Sidgwick, qui a souligné à la fin du XIX^e siècle les contradictions majeures de l'utilitarisme : dans mon calcul égoïste, il faut que j'intègre le bonheur de tous les autres hommes qui sont utiles à mon propre bonheur.

Ces débats philosophiques ne servent pas à conforter ou à troubler les beaux esprits : ils permettent de comprendre des comportements dont nous avons maints exemples quotidiens et de se prémunir, autant que possible, contre les processus pernicieux qui peuvent nous faire basculer dans l'in-

différence criminelle, dans l'extrême cruauté ou, moins tragiquement, dans la bonne vieille trahison politique.

Sans perdre de vue les moralistes du Grand Siècle et les théoriciens anglo-saxons, Michel Terestchenko nous entraîne en des lieux où l'on perd immédiatement sa bonne conscience : à Treblinka, avec Franz Stangl, bon père de famille et commandant de ce camp de la mort ; en Ukraine, avec les braves Allemands qui formaient le 101^e bataillon de réserve chargé d'exécutions massives de Juifs ; en Irak, avec les bons garçons américains qui torturèrent les prisonniers d'Abou Ghraib ; mais aussi dans les laboratoires de psychologie où furent menés d'inquiétantes expériences de soumission à l'autorité - faux interrogatoires assortis de fausses décharges électriques (Milgram), fausse prison de Stanford où l'on joua au prisonnier et au bourreau.

Résultats ? Que l'on soit Allemand au temps du nazisme ou Américain acquis au Parti démocrate, gradé ou homme de troupe, égoïste endurci ou altruiste déclaré, lecteur de Kant ou de Bernard-Henry Lévy, intellocrate ou directeur des ressources humaines, on peut, dans certaines conditions, faire le mal, sans plaisir et même dans l'angoisse, mais le faire malgré tout.

Il y a une banalité du mal qui n'a pas disparu avec les

fonctionnaires des camps nazis : l'un des rescapés de cet enfer, Primo Levi, dit bien que les mécanismes de soumission qui tentaient de le broyer sont les mêmes que ceux qui fonctionnent aujourd'hui dans une grande entreprise.

Nous risquons à chaque instant d'être complices de la volonté d'asservir, par notre inaction et par notre silence. Et nous risquons de devenir bourreaux même si nous cultivons le désintéressement total et l'esprit de sacrifice jusqu'à l'oubli de soi selon les règles d'une belle et bonne éthique.

L'avertissement est rude mais il n'a rien de désespérant car il y a une banalité du bien tel qu'il a été accompli par ceux qui ont sauvé des Juifs pendant la guerre - l'extraordinaire Giorgio Perlasca, le pasteur André Trocmé et les habitants de Chambon-sur-Lignon - par tous ceux qui résistent aux entreprises de violence et de mort. Mais il faut savoir que l'acte bienveillant - protecteur, salvateur - est difficile à accomplir. Il suppose le plein respect des principes moraux (aider son prochain, quel qu'il soit) et une pleine fidélité à soi-même, un engagement de toute la personne sans esprit sacrificiel et la décision, non pas belle mais joyeuse, de résister dès le début, de résister sans le moindre compromis ni la moindre complaisance en ayant le courage d'accepter le mépris d'autrui.

Telles sont les exigences d'une résistance effective et immédiate, que nous ne sommes jamais sûr de mener jusqu'au bout.

Maria DA SILVA

📖 (1) Michel Terestchenko & Édouard Husson - « **Les Complotantes : Jonathan Littell et l'écriture du mal** », Ed. F.-X. de Guibert, 2007, prix franco : 18 €. Voir l'article de Bertrand Renouvin, « *Le regard du bourreau* », dans le numéro 905 de *Royaliste*. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Michel Terestchenko - « **Un si fragile vernis d'humanité - Banalité du mal, banalité du bien** », La Découverte, réédition en poche 2007, prix franco : 13 €. [Achat immédiat](#)

Une extraordinaire correspondance

Est-il possible, le temps aidant, de prendre la bonne distance avec les querelles d'hier, pour tenter de comprendre quelques-uns des enjeux qui produisirent les lignes de partage intellectuel de nos prédécesseurs ? Ce n'est pas toujours évident à cause de l'ignorance satisfaite qui permet de classer définitivement des penseurs supposés maléfiques. Lorsque parut le *Maurras* de Pierre Boutang, des adversaires loyaux comme Étienne Borne et René Rémond pouvaient encore définir leurs différences en saluant le grand œuvre accompli par le disciple proche. Il n'est pas sûr qu'il y ait aujourd'hui des successeurs à même de prolonger une discussion éclairée. Si je me réfère aux thèses qui paraissent comme aux assertions les plus ordinaires, la pensée du fondateur de l'*Action française* est réglée en quelques formules définitives qui dispensent d'y aller voir de plus près... Et pourtant, il a suffi de la biographie écrite par Stéphane Giocanti pour éveiller quelques-uns de leur sommeil d'ignorance. Quel effet produira la publication d'un document aussi essentiel que la correspondance échangée pendant quarante-cinq ans entre Charles Maurras et M^{gr} Jean-Baptiste Penon, évêque de Moulins et très remarquable représentant du catholicisme français de son époque ? Fort heureusement, un éditeur sagace a su comprendre l'intérêt d'un pareil document pour l'intelligence d'une période et de ses clivages culturels et religieux. Ceux qui liront ces quelques sept cent cinquante pages auront le sentiment, comme le disait Marcel Proust, d'opérer *une cure d'attitude mentale*, tant est saisissant ce colloque de deux esprits éminents.

Les premières lettres échangées ont plus de cent vingt ans d'âge et on imagine que leur publication nécessite tout un appareil critique ainsi qu'une présentation permettant de les resituer dans leur contexte. C'est Axel Tisserand – à qui l'on devait déjà la publication des *Lettres des Jeux olympiques de Charles Maurras* – qui s'est chargé de cette tâche avec bonheur. Aussi le lecteur peut-il se lancer sans crainte à la découverte d'un périple dont les clefs lui sont fournies et dont les figures se trouvent référencées. Mais il sera rapidement captivé par l'histoire singulière dont est témoin cette correspondance. Les deux protagonistes sont séparés par dix-huit ans d'âge, ils sont tous deux provençaux et lorsqu'ils se rencontrent, le premier est prêtre, professeur au collège du Sacré-Cœur d'Aix-en-Provence, le second élève de cette institution. L'adolescent qui a quatorze ans est en pleine crise morale. Atteint de surdité précoce, son désespoir est tel qu'il tente de se suicider et n'échappe à la mort que parce que la corde s'est rompue. L'abbé Jean-Baptiste Penon qui a tout de suite repéré la valeur exceptionnelle du garçon se propose de devenir en quelque sorte son précepteur. C'est lui qui l'initiera notamment à la culture classique et à la littérature française, tout en étant son confident. Maurras dira de lui qu'il lui devait tout, sauf la vie.

Après son baccalauréat, celui-ci part avec sa mère et son frère pour Paris où il pense entreprendre des études supérieures. Mais sa surdité constitue un obstacle fatal. Il est

donc condamné aux bibliothèques et à de fabuleuses lectures. Surtout, dès son arrivée, il va mordre à une carrière de critique littéraire, de journaliste et d'écrivain, où ses dons hors du commun vont se révéler sur-le-champ. Grâce à sa correspondance avec l'abbé Penon, nous sommes tenus au courant des péripéties de sa vie parisienne, de ses premiers contacts et surtout de la façon dont il procède pour écrire ses articles. Sa curiosité est universelle, il touche tous les sujets, même si la littérature et la philosophie sont ses priorités. Tout de suite, il fait mouche et les bénéficiaires de ses recensions veulent connaître l'auteur qui les a si bien compris. Quel n'est pas alors l'étonnement d'un Élie Rabier qui pensait rencontrer un philosophe confirmé de se trouver devant un jeune homme de 18 ans ! C'est donc qu'il est doué comme pas un et on prend aussi conscience à lire ses lettres de ce que pouvait être un bachelier de la fin du XIX^e siècle – même si celui-là était particulier – avec sa familiarité des Grecs et des Latins lus directement dans le texte. Quelle maturité dans le jugement à l'égard des écrivains. Ainsi ce jugement sur Hugo : « *Quelque chose d'eschyléen, à qui rien ne manque, pas même les mots à casque et à panache.* »

Pourtant il préfère Musset qui n'a pas besoin des images, avec sa passion, simple, une, terrible.

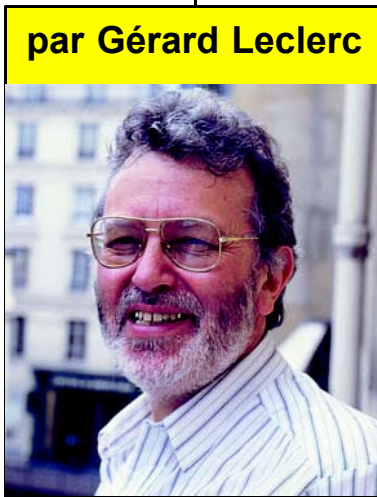
C'est bien l'occasion de constater que Maurras va devenir classique par discipline, non par goût et que son premier mouvement le mène vers Baudelaire et Verlaine. Mais on est aussi attentif à son effort philosophique, qui est considérable sur plusieurs années et débouche sur un échec. Ce qui ne pouvait qu'aggraver la crise religieuse qui est devenue manifeste, et dont l'abbé Penon est le témoin navré. Pour un prêtre, y a-t-il pire épreuve que celle qui consiste à assister à la perte de la foi chez celui que l'on aime comme le plus génial de ses élèves ou de ses confidents spirituels. Entre les deux interlocuteurs, la discussion vire à l'incandescence. Contre un excès de rationalisation chez le jeune

homme, l'abbé Penon conseille Pascal et le recours à la prière. Maurras se rebelle mais il est assez loyal pour accepter de rencontrer l'abbé Huvelin, celui-là même qui guida Charles de Foucault vers la conversion : « *Je trouve en lui un ami auquel je tâche de m'ouvrir le plus franchement que je puis. Car je traite là une grave affaire. Lui ne désespère pas. Au contraire. Il a plus de confiance que je n'ose en avoir dans la solidité de mes impressions d'enfance.* » Cette même confiance, l'abbé Penon devenu entre-temps évêque de Moulins la conservera jusqu'à la mort envers le plus cher de ses familiers.

Pourtant, il sait tout de l'itinéraire et des tentations de celui qui va s'éloigner de la foi et mener à l'égard du christianisme une polémique à laquelle il ne renoncera que pour poursuivre une quête spirituelle tourmentée. M^{gr} Penon ne voudra pas s'associer aux censures romaines qui vont accabler les catholiques d'*Action française* en 1926. C'est qu'il a, à l'égard de Maurras, une fidélité qui reste en attente d'un dénouement qu'il désire de toute son âme. La correspondance est donc un incomparable document biographique et historique. Avec la destinée d'une âme, se dessine l'engagement inattendu d'un jeune écrivain dans la politique et un royalisme dont il se persuadera lui-même, après avoir cru à son déclin inéluctable. Il n'est pas si courant de pouvoir vivre l'histoire ainsi dans la conscience et le cœur de deux êtres d'exception.

Présentée par Axel Tisserand – « *Dieu et le roi – Correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928)* », Éd. Privat, 752 p., prix franco : 32 €. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



L'affaire Galilée

« Galilée était comme Cicéron, il aimait mieux voir surgir cent ennemis que se priver d'un bon mot. » L'un en a perdu la vie, l'autre a gagné la palme de martyr.

Il est des réputations ainsi faites, aussi solides que le granit. Aimé Richardt, après certains autres, est allé voir ce qu'il en était réellement de ce qu'il faut bien appeler le mythe Galilée. Il a consulté les documents, les archives, appelé des témoins à la barre, retracé le fil d'une vie et, longuement, traité avec clarté et équité les événements qui ont conduit à la condamnation de l'astronome. Il ne juge pas ou si peu, laissant ce soin au lecteur.

La vie de Galilée est liée à l'histoire de l'astronomie à un moment charnière de celle-ci ; mais avant d'aborder les événements objet central du livre et les rendre pleinement compréhensibles, l'auteur condense en une centaine de pages l'histoire de cette science des Égyptiens au début du XVII^e siècle. Aventure fascinante.

Pendant des siècles Aristote fut la référence, il estimait que la terre était immobile, le soleil tournant autour d'elle : le géocentrisme. Ptolémée ne remettant pas en cause cette vision de l'univers établissait un système assez sûr pour prédire les positions des objets célestes dans le ciel. Le christia-

nisme trouvait un accord avec les Écritures. Point fondamental.

En 1512, Copernic propose un système nouveau, qualifié d'hypothèse, selon lequel ce sont les planètes qui tournent autour du soleil : l'héliocentrisme. À vrai dire ce n'était pas une totale nouveauté puisque trois siècles avant Jésus Christ, Aristarque de Samos développait déjà cette idée. Près d'un siècle après Copernic, deux astronomes, Kepler et Galilée, commencèrent à diffuser la théorie copernicienne – qui restait une hypothèse mais allait à l'encontre des enseignements de l'Église. L'affaire Galilée débutait.

Il convient alors de séparer le personnage du procès lui-même. Galilée, mathématicien d'un orgueil démesuré, méprisant pour ses pairs (*des pastèques*), eut le talent de se brouiller successivement avec les dominicains et les jésuites. Le père jésuite Christophe Grienberger a pu écrire : « Si Galilée ne s'était pas mis la Compagnie à dos, il aurait pu continuer librement à écrire sur le mouvement de la Terre jusqu'à la fin de ses jours. »

Imprudent à l'extrême il ne tenait compte d'aucun conseil

même pas celui de son protecteur le cardinal Bellarmin : « *Que cela reste une hypothèse, ne demandez pas à l'Église de réinterpréter certains passages des Écritures tant que vous n'apporterez pas la preuve de la théorie de Copernic* ». Ce qu'il ne fit jamais. Il ternit sa réputation en ridiculisant d'autres scientifiques qui avaient eu l'audace d'avoir raison contre lui : affaires des comètes et de l'origine des marées. Aimé Richardt cite le célèbre Arthur Koestler (*le Zéro et l'Infini*) qui a dressé un impitoyable portrait de Galilée *sévère mais juste* : menteur, plagiaire, voire escroc dans l'affaire du télescope. Quant à son œuvre scientifique, examinée sur le tard par d'éminents spécialistes dont le grand Arago, elle se réduit à peu de choses. Un personnage plutôt déplaisant. Alors pourquoi le procès ?

Qu'en est-il, à cette époque, de l'Église ? Elle sort d'un siècle de désordres, conduite par des pasteurs souvent indignes alors que le protestantisme se développe. En réaction naît l'idée d'une Contre-Réforme dont les règles furent fixées par le concile de Trente définissant l'autorité de l'Église dans l'intégrité des Écritures. Le conflit était inévitable entre la liberté revendiquée par les uns et le respect de la rigueur dogmatique pour les autres.

Le procès fait à Galilée résulte de cette contradiction aggravée par l'obstination de ce

dernier à présenter comme vérité ce qui n'était alors qu'une théorie. La démonstration scientifique ne sera faite que cent cinquante ans plus tard. L'élément qui déclenche le processus fut la publication d'un ouvrage *Le dialogue* dans lequel l'astronome, sous prétexte de présenter de façon impartiale les deux systèmes en opposition, défend en fait la thèse copernicienne tout en se moquant outrageusement du pape Urbain VIII, son ami et protecteur. Cela en était trop, le procès était inévitable. Galilée fut traité avec des égards *inouïs* et tout à fait exceptionnels. Non, il ne fut ni torturé, ni emprisonné, ni brûlé vif, ni dépouillé de ses biens. Condamné sans doute, il finit paisiblement ses jours chez lui se régaland d'un vin qu'il faisait venir d'Italie du Sud, sacrifiant même à Vénus et recevant beaucoup.

Galilée a eu raison d'écrire que le but du Saint Esprit dans les Écritures est de nous apprendre comment on doit aller au ciel et non comment le ciel doit être. Il soulevait un point fondamental, c'est-à-dire le droit des savants de débattre de la physique des phénomènes perceptibles par les sens alors qu'après le concile de Trente, Rome avait fait du principe d'autorité de la tradition théologique et exégétique un point ne pouvant être ni remis en question ni même discuté.

L'Église eut tort mais au moment d'une indispensable reprise en main n'avait-elle pas des circonstances atténuantes ?

Galilée, personnage trouble, récupéré par les encyclopédistes du XVIII^e siècle, par le positivisme d'Auguste Comte, par les anticléricaux de la III^e République et enfin par les marxistes, mérite-t-il en définitive la palme de martyr ? Et en plus il n'a jamais prononcé l'illustre phrase « *et pourtant elle tourne* » !

Michel FONTAURELLE

📖 Aimé Richardt - « *La vérité sur l'affaire Galilée* », François-Xavier de Guibert, prix franco : 25 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Ce journal vous a plu ?

Avez-vous pensé à le faire connaître autour de vous ou à y abonner un ami ?



*Les rédacteurs de **Royaliste** et
les responsables de la **NAR** vous
invitent à venir trinquer avec eux
au*

POT DE NOUVEL AN le **SAMEDI 5 JANVIER**

à partir de 17 h 30 et jusqu'à 19 h 30

dans les locaux de la NAR
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

- à 18 h on tirera les rois,
- à 18 h 30 allocution de Bertrand Renouvin.

IFCCE

La prochaine session de politique appliquée, organisée par l'Institut de formation civique et de coopération européenne, se tiendra à La Chapelle-Saint-Luc les **26 et 27 janvier prochains**. Le thème retenu pour cette ses-

sion est « **Justice et prisons** ». Les personnes intéressées par ce sujet sont invitées à noter ces dates sur leur agenda et également à se faire connaître pour que nous puissions les tenir au courant des modalités de la session.

CONGRÈS 2008

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 12 et 13 avril 2008. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 12 avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La politique de Défense nationale**" et, d'autre part, "**Liberté du journaliste et indépendance de la presse**".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

AUTOCOLLANTS

Deux nouveaux modèles d'autocollants sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

► Autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

► Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « **Mini-traité de Lisbonne, Exigeons un référendum !** », noir sur fond jaune, vendu par planche de 14.

Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"**abonné des mercredis**" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 9 janvier** - Riche de son expérience d'ancien ministre des Affaires étrangères, **Hubert VÉDRINE** poursuit de livre en livre son analyse des relations internationales depuis la chute du mur de Berlin. Parce qu'ils avaient le sentiment illusoire d'avoir gagné la partie, les Européens ont cru qu'ils pouvaient paisiblement sortir de l'Histoire - alors que parallèlement l'impression d'une victoire sur le camp socialiste déclencha chez les Américains une formidable volonté de puissance.

Il en résulta une « **Irrealpolitik** » dangereuse et stérile dont il nous faut sortir afin de « **Continuer l'Histoire** ». Tel est le projet que formule Hubert Védérine dans le récent ouvrage qu'il viendra nous présenter. Quels sont les nouveaux enjeux auxquels la France et l'Europe sont confrontées ? Comment définir une nouvelle

politique européenne ? A quelles conditions la France peut-elle retrouver un rôle déterminant dans le mouvement de l'histoire ?

● **Mercredi 16 janvier** - Les actes de barbarie dont nous avons trop d'exemples anciens et récents ne sont pas commis par des barbares. Ce sont en général des hommes normaux qui se transforment, dans certaines circonstances et selon certains processus, en bourreaux. Attestée par les témoignages de ceux qui ont été responsables de tortures et de génocides, mais aussi par des expériences menées dans des laboratoires de psychologie sociale, cette vérité est angoissante : « **De quoi sommes-nous capables ?** »

Maître de conférence de philosophie à l'université de Reims et à l'IEP d'Aix-en-Provence, **Michel TEREST-CHENKO** répond que nous sommes effectivement capables du pire - même si nous adhérons à des idées généreuses et belles. Mais nous pouvons aussi résister au mal, si nous parvenons à allier, en nous et avec d'autres, convictions et courage. La réflexion philosophique de Michel Terestchenko conduit à l'engagement salutaire.

**Pour recevoir
régulièrement le
programme des
« mercredis » et avoir
l'accès gratuit à toutes
les réunions, prenez une
"carte d'abonné" (8 €
pour l'année)**

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Une Europe démocratique

Sortons un moment du confinement bruxellois et réfléchissons à l'avenir démocratique de notre Europe sans rivages – à la Russie, à la Turquie, aux Balkans, aux nations naguère inscrites dans l'ensemble soviétique.

Pour amorcer ce débat nécessaire, il faut commencer par se débarrasser des clichés, slogans et mensonges qui tissent le récit médiatique. À cet égard, les commentaires sur les élections législatives en Russie furent consternants d'ignorance et de mauvaise foi. En deux mots : la victoire de Vladimir Poutine s'explique par le redressement économique du pays, qui avait commencé avant lui et qui se poursuivra après lui (1) ; la critique de son bilan devrait porter sur les mauvaises conditions de vie de trop nombreux Russes et sur les violences dont sont victimes les travailleurs venus d'Asie centrale et du Caucase...

Mais les mouvements d'opposition politique ? Ils ne permettent pas de structurer des débats et des combats démocratiques. En Russie, les nostalgiques du stalinisme ne forment pas un parti de gouvernement et les libéraux sont totalement déconsidérés ; en Asie centrale, les islamistes font planer la menace de guerres civiles ; en Ukraine, en Géorgie, au Kirghizstan, les changements d'équipes présentés comme des « révolutions » ont tous été décevants.

Faut-il se résigner et fermer les yeux sur les atteintes aux libertés publiques, sur la négation des droits sociaux et des droits de l'homme – à commencer par le droit à la sûreté ? Certainement pas. D'ailleurs, celui qui voyage dans la grande Europe est im-

médiatement requis : on lui décrit l'insupportable, on lui demande des explications et des perspectives. Il est impossible de donner des réponses immédiatement satisfaisantes. Mais les Français qui éprouvent une réelle amitié pour les peuples que j'évoque pourraient prendre pour eux-mêmes quelques résolutions utiles :

- combattre les ingérences imbéciles et leurs présupposés



idéologiques. La stratégie des Américains et de leurs relais en Europe consiste à promouvoir les droits de l'homme et à réorganiser la « société civile » selon ses traditions historiques. C'est beau comme l'antique mais cela conduit à des opérations irresponsables ou odieuses. Sous couvert d'action humanitaire ou de diffusion d'informations objectives, les ONG financées par les « occidentaux » se livrent à un travail de sape des autorités en place au profit de personnages falots ou d'oligarques déchus et incitent les véritables opposants à descendre dans la rue pour des manifestations sans espoir – par exemple en Biélorussie.

À Paris, les intellocrates s'indignent et renforcent leur image

grâce aux coups de matraque que d'autres reçoivent. Sur place, les bienveillants en mission ne s'aperçoivent pas qu'ils choquent les populations par leur comportement (on ne va pas en boîte de nuit quand on lutte contre la faim dans le monde) et que le « retour à la tradition » se fait dans la violence comme peuvent en témoigner d'innombrables femmes battues.

- comprendre que nos amis ont moins besoin de conseils que d'exemples à méditer par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Comment dénoncer la xénophobie des autres si les services de l'Ouest européen refusent, avec une minutie humiliante, de simples visas de tourisme ? Peut-on pétitionner pour les libertés publiques à l'Est et consentir, en France, à un déni de démocratie ?

- expliquer que des partis démocratiques de droite et de gauche ne peuvent surgir ni du néant, ni de l'ambassade des États-Unis, ni des intrigues d'exilés corrompus. Il y a un long chemin à parcourir qui implique un approfondissement de la pensée – sur l'identité nationale, sur l'État, sur le libéralisme politique, sur le socialisme démocratique. Peut-être pouvons-nous y contribuer, si nous reconnaissons avec Emmanuel Todd que la modernisation n'est pas nécessairement une occidentalisation.

- suggérer que l'on commence par s'engager dans la voie syndicale pour reconstruire un système de droits sociaux et former une nouvelle élite capable, à terme, de faire de l'État le garant de la démocratie politique et sociale.

Chemin faisant, nous pourrions inventer un nouvel internationalisme – une internationale des nations.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. mon article sur le séminaire franco-russe de juillet 2007, *Royaliste* n° 912, pp. 6-7.